En partenariat avec ONE Observatoire de la Nouvelle Eurasie

analyse

Par **Didier Chaudet**, géopolitologue spécialiste du monde persanophone (Iran, Afghanistan, Tadjikistan) et de l'Asie du Sud (Pakistan, région himalayenne), responsable Asies pour ONE (Observatoire de la Nouvelle Eurasie) et membre du comité de rédaction de la *Revue Défense Nationale*.



Photo ci-dessus :
S'il y a une volonté à la fois interne et externe d'obliger les pays à faire un choix entre les deux grandes puissances, la plupart des pays de l'Asie « oubliée », notamment en Asie du Sud-Est, refusent de se voir imposer un choix binaire, considérant que c'est une mise en danger. (© Shutterstock)

L'Asie oubliée au cœur des jeux de puissances

Négligée en France, l'« Asie oubliée » occupe pourtant une place stratégique au cœur des jeux de puissance entre Pékin et Washington, sur le théâtre de la « nouvelle guerre froide » où se déroule une compétition entre puissances, dans un contexte de bouleversement des rapports de forces internationaux.

Les chaines d'information en continu, en France, ont connu la même évolution qu'aux États-Unis. Partant de la possibilité technique d'informer constamment les spectateurs, il y a, avec le temps, une prime au sensationnalisme. Et à l'intérêt pour certains sujets en priorité, quand ils suscitent un sentiment d'inquiétude sur l'avenir, la peur étant un bon moyen de captiver les esprits (1). Cela a certes permis de mettre en avant une réalité oubliée, à cause de la « guerre contre le terrorisme » : celle de la rivalité, potentiellement dangereuse, entre États. Une réalité confirmée avec la guerre russo-ukrainienne. Mais une réalité caricaturée et exagérée quand elle a été mise en parallèle, de façon abusive, avec la situation taïwanaise, les tensions sino-américaines, et le sentiment que nous vivions une nouvelle « guerre froide », qu'on explicitera ici (2).

L'approche sensationnaliste des relations internationales, en plus de nourrir la crainte confuse d'un possible conflit entre puissances, amène à donner une grande importance à certaines zones, et à en délaisser d'autres. Même quand elles sont, en fait, plus importantes qu'on ne le pense dans le cadre des tensions actuelles.

C'est le cas de ce qu'on a appelé dans ce dossier l'« Asie oubliée », composée principalement des Asies centrale et du Sud-Est, ainsi que de quelques pays enclavés entre des grandes puissances régionales, principalement la Mongolie et les pays de l'Himalaya que sont le Népal et le Bhoutan. Certes, ces pays ne sont pas au cœur de l'actualité internationale pour l'instant, et on les ignore traditionnellement dans l'analyse française. Pourtant, si on prend au sérieux la « seconde guerre froide », ils méritent une plus grande attention.



Comprendre la « nouvelle guerre froide »

Le « jeu de puissances » évoqué dans le titre fait référence, de façon moins polémique, à la réalité d'une seconde « guerre froide ». Le terme s'est imposé dans le débat américain, qui influence forcément le discours ailleurs dans le monde, y compris en France. Bien sûr, il a pu être critiqué, pour des raisons évidentes. Durant la « première » guerre froide, nous étions face à deux blocs idéologiques, diplomatiques, militaires, avec la crainte d'un possible affrontement nucléaire. En comparaison, les tensions sino-américaines sont d'abord économiques, technologiques ; et malgré des sujets qui peuvent susciter des craintes d'accrochage militaire — autour de Taïwan ou de la mer de Chine méridionale —, l'idée d'une « guerre nucléaire » entre les deux grandes puissances n'apparait pas évidente. On fera également remarquer que si les échanges économiques et humains étaient très limités entre

> *« Les tensions sino-américaines sont d'abord économiques, technologiques ; et malgré des sujets qui peuvent susciter des craintes d'accrochage militaire — autour de Taïwan ou de la mer de Chine méridionale —, l'idée d'une « guerre nucléaire » entre les deux grandes puissances n'apparait pas évidente. »*

Occident et bloc soviétique, ce n'est pas le cas entre États-Unis et Chine. Ainsi en 2017, alors que la notion de « guerre froide » commençait à s'imposer dans les esprits à Washington, on comptait 363 000 étudiants chinois en université américaine, et le commerce bilatéral s'élevait à 635 milliards de dollars (3).

Mais un tel argument a été affaibli dans le temps par un discours américain exprimant des craintes sur les conséquences qu'impliquait, pour Washington, la montée en puissance de la Chine. Le discours tenu autour de Taïwan même pourrait être moins catastrophiste si on s'en tenait aux faits. Mais insister sur l'imminence du danger rend nécessaire un investissement militaire qui pourrait, autrement, être remis en question (4). Si, du point de vue de Pékin, la réintégration de l'ile dans le giron chinois signifierait d'abord la fin de la guerre civile chinoise, vu de Washington, ce serait la première étape d'une prise de contrôle au niveau régional. C'est notamment l'approche d'Elbridge A. Colby, qui, sous la première administration Trump, a réorienté les priorités du Pentagone vers une opposition à la Chine. Selon lui, Taïwan ne serait qu'une première étape. Pékin menacerait le Japon directement. L'ancien amiral et responsable du renseignement pour le *United States Indo-Pacific Command* (5) Mike Studeman va encore plus loin, quand il compare la République populaire à l'Allemagne des années 1930. Cela va dans le sens plus global d'une « nouvelle guerre froide » associant les Chinois à un « Axe des agresseurs » avec la Russie, l'Iran, et la Corée du Nord, caricaturant les relations complexes entre ces États (6). Une telle approche transforme Taïwan en « nouvelle Pologne » dans une opposition globale où l'adversaire n'aurait pas de bornes à ses ambitions (7).

Cette approche est bien sûr caricaturale. Mais elle représente aussi les ambitions déçues d'Américains qui ont longtemps pensé que l'ouverture à la Chine allait forcément transformer son régime, donc signifier son alignement sur les positions américaines (8). Or aujourd'hui, pour la première fois depuis la fin de la (première) guerre froide, les États-Unis se trouvent face à un autre État capable, éventuellement, de concurrencer l'hyperpuissance américaine. Et depuis le début de cette décennie, vu de Washington, il y a deux routes possibles pour une Chine affirmant son statut de puissance : Pékin peut faire le choix d'un renforcement de son influence sur son environnement régional (une doctrine Monroe chinoise) ou, face aux résistances régionales, préférer une diffusion de son influence économique et diplomatique au nouveau global (9). Et de fait on peut constater, au niveau régional comme global, que ces deux possibilités expliquent nombre de choix diplomatiques chinois, notamment ses « routes de la soie » (BRI — *Belt and Road Intiative*).

Le discours et la diplomatie américaine, acceptant la notion de nouvelle guerre froide, peuvent donc d'abord se comprendre comme une compétition classique entre puissance dominante et un acteur étatique considéré comme capable de remettre en cause le *statu quo*, régional ou international.

C'est d'ailleurs la même logique qui a empêché la fin de la première guerre froide d'aboutir à une réelle réconciliation entre Moscou et Washington : la nouvelle démocratie russe, au début des années 1990, a cru naïvement que la fin de la première guerre froide était une victoire commune contre le totalitarisme. Dans ce cadre, elle pouvait se voir comme une grande puissance acceptée comme telle par les démocraties occidentales. Mais vu de Washington, Moscou avait été vaincu, on refusait donc de reconnaitre son statut particulier de puissance (10).



Photo ci-dessus :
Le 19 novembre 2024, le secrétaire américain à la Défense, Lloyd J. Austin, arrive à Palawan aux Philippines, pour signer un accord de renseignement militaire et de partage technologique. Face à la montée en puissance de la Chine dans la région, et alors que la tension est vive entre Manille et Pékin en mer de Chine méridionale, Washington a signé avec les Philippines en avril 2023 un accord de coopération renforcée en matière de défense (ECDA). (© DoD/US Air Force/ Jack Sanders)





Photo ci-dessous :
Scène de rue à Ho Chi Minh-Ville, au Viêt Nam. La région clé de l'Asie oubliée est incontestablement l'Asie du Sud-Est, qui implique les pays les plus économiquement prometteurs. La compétition entre puissances offre par ailleurs à ces pays des opportunités qu'ils n'auraient pas forcément dans d'autres circonstances. C'est le cas notamment du Viêt Nam qui, comme d'autres pays d'Asie, espère profiter d'une nouvelle vague de relocalisations d'usines hors de Chine face aux droits de douane massifs que promet Donald Trump. Mais eux-mêmes pourraient pâtir d'une guerre commerciale déstabilisant l'économie mondiale. (© Shutterstock)

C'est pourquoi la notion de « seconde » ou « nouvelle » guerre froide a d'abord ciblé la Russie, puis le couple sino-russe, et enfin principalement la Chine. D'ailleurs, selon certaines analyses, on peut expliquer le budget militaire américain post-première guerre froide, non pas pour gérer des « États voyous », mais pour contrer les deux seules puissances qui pouvaient véritablement remettre en cause l'hégémonie américaine : la Russie et la Chine (11).

La seconde guerre froide n'est donc rien d'autre qu'un retour à une situation classique de compétition entre puissances. Selon cette analyse, la « guerre contre le terrorisme » a été une parenthèse brouillant les priorités américaines, et un « cadeau géopolitique » (12) à la Chine, pour reprendre l'expression de Kishore Mahbubani, l'ancien ambassadeur de Singapour à l'ONU. Parenthèse aujourd'hui refermée avec les administrations Trump puis Biden, qui ont fait de la Chine leur principale préoccupation, d'ailleurs comme W. Bush avant le 11-Septembre.

Le refus d'être des pions dans le duel sino-américain

Dans ce cadre particulier de tensions, l'« Asie oubliée » qui est abordée ici n'est pas secondaire. Vu de Paris, cette Asie négligée (en comparaison de l'Asie de l'Est et de l'Inde) recouvre l'Asie du Sud-Est, l'Asie centrale, la région himalayenne et la Mongolie. Pourtant, dans le cadre de la deuxième guerre froide, ce sont tous des pays d'une importance capitale pour la puissance montante chinoise.

La Mongolie, le Népal et le Bhoutan sont à ses frontières. C'est en partie le cas des pays d'Asie centrale et du Sud-Est et historiquement ce sont des pays qui ont pu être influencés par d'autres puissances, parfois hostiles à la puissance chinoise. Leur position suscite donc forcément l'intérêt des Chinois, mais aussi des Américains. C'est ce qui amène ces acteurs régionaux, comme l'ancien Premier ministre népalais Pushpa Kamal Dahal, à craindre que des pays comme le sien ne deviennent un « épicentre » des tensions entre les deux grands acteurs (13). C'est la même inquiétude qu'a pu exprimer le Premier ministre mongol Luvsannamsrain Oyun-Erdene quand il a présenté la seconde guerre froide comme un « divorce », en rappelant que lorsque les adultes divorcent, les enfants sont ceux qui en souffrent le plus… et l'« enfant » mongol a tout intérêt à vouloir se faire aimer de ses deux parents. L'ancien président Elbegdorj Tsakhia a exprimé le sentiment que dans les circonstances actuelles, la Russie et la Chine devenaient de plus en plus un seul et même pays englobant la Mongolie (14)… et en même temps, le pivot asiatique de l'administration Obama a signifié un renforcement des liens avec la puissance occidentale, jusqu'au niveau du partenariat stratégique pendant la première administration Trump en 2019 [voir p. 68].

Mais justement, cette compétition entre puissances offre aux pays de l'Asie « oubliée » des opportunités qu'ils n'auraient pas forcément dans d'autres circonstances. Ainsi, avec la montée en puissance de la Chine, on constate un engagement fort et constant de ce pays,

> *« Pékin peut faire le choix d'un renforcement de son influence sur son environnement régional (une doctrine Monroe chinoise) ou, face aux résistances régionales, préférer une diffusion de son influence économique et diplomatique au nouveau global. »*

en Asie du Sud-Est et en Asie centrale. C'est au Kazakhstan et en Indonésie qu'a été annoncée la BRI. Les deux régions sont également au cœur de l'« Initiative de Sécurité Globale » (ISG) annoncée par le président Xi Jinping en avril 2022. Ce projet vise à unifier les actions chinoises dans le cadre sécuritaire, dans une critique à peine voilée des Américains dans ce domaine. L'ISG représente une promotion d'un leadership chinois dans ce champ d'actions, la confirmation d'intérêts communs sur certains dossiers (la lutte contre-terroriste par exemple) avec les pays de l'Asie oubliée, mais aussi une alternative à la domination américaine dans ce domaine dans l'ensemble de la zone, ou russe en Asie centrale (15).

La région clé dans cet ensemble est incontestablement l'Asie du Sud-Est. Elle implique les pays les plus économiquement prometteurs, qui ont une attitude diverse dans la « deuxième guerre froide » mais qui sont également associés entre eux par l'ASEAN, et qui refusent de se voir imposer un choix binaire, de type « première guerre froide » (16). Pékin y est constamment montée en puissance, mais elle se trouve face à une influence américaine plus solide qu'on ne l'imagine (17). En fait, dans





cet environnement clé, les deux puissances vont être confrontées à leurs faiblesses : les inquiétudes que la montée en puissance chinoise peut susciter dans une région qui se souvient encore de la politique révolutionnaire intrusive du passé ; et le manque de consistance américaine dans sa diplomatie régionale, au-delà de son désir d'affirmer une primauté qui n'est plus d'actualité (18). À bien des égards, les évolutions en Asie du Sud-Est reflèteront la « seconde guerre froide » dans le reste du monde, avec des acteurs locaux qui refuseront d'être des pions dans un affrontement entre puissances. Prouvant que la situation actuelle n'est ni l'équivalent de la première guerre froide, ni celle du « Grand Jeu » du XIXe siècle. On constate en particulier que pour conquérir les « cœurs et les esprits », l'idéologie des puissances, si importante pendant la première guerre froide, ou l'atout militaire, omniprésent pendant la « guerre contre le terrorisme », et atout-phare des Américains, seront secondaires : ce qui comptera bien plus sera la consistance diplomatique, et surtout un engagement économique important. Une réalité qui, en Asie du Sud-Est, pourrait d'ailleurs jouer en faveur de la Chine (19).

> *« À bien des égards, les évolutions en Asie du Sud-Est reflèteront la « seconde guerre froide » dans le reste du monde, avec des acteurs locaux qui refuseront d'être des pions dans un affrontement entre puissances. »*

La Russie et l'Inde comme acteurs secondaires de ce jeu de puissances

Les autres pays de l'« Asie oubliée » impliquent le plus souvent une autre puissance dans la logique de nouvelle guerre froide : la Russie ou l'Inde. Mais dans ce cas aussi, ce qui domine la politique des puissances, c'est le rapport à la montée en puissance de la Chine, et à la prédominance américaine. Et à chaque fois, un refus, de la part des États de l'Asie oubliée, d'être des pions passifs dans la rivalité entre grandes puissances.

L'Asie centrale, bien entendu, concerne au moins autant la Russie que les États-Unis et la Chine. Mais dans ce cas, de fait, les Américains sont face à un couple sino-russe qui s'est partagé les responsabilités : aux Chinois la suprématie économique, aux Russes le sécuritaire et les arcanes de la politique intérieure (20). Ici comme ailleurs, on constate un intérêt américain pour la région d'abord lié au désir de contrer l'influence de ses compétiteurs : c'est l'esprit « Stratégie pour l'Asie Centrale 2019-2025 » du Département d'État, qui ne fait que reprendre la substantifique moelle de la diplomatie centrasiatique de Washington, à savoir renforcer les liens de la région avec l'Europe et l'Asie du Sud, pour la détourner de l'influence de Moscou comme de Pékin. Face aux deux grands acteurs régionaux et à l'intrusion possible des Occidentaux, le choix d'un pays comme le Kazakhstan a été la diplomatie multivectorielle, visant à préserver des liens avec tous, un objectif qui semble largement répandu dans l'Asie oubliée et ailleurs dans le cadre de la nouvelle guerre froide (21) [voir p. 62]. Quant à la géopolitique de l'Himalaya, impliquant deux pays indépendants, le Népal et le Bhoutan, elle est aussi associée à des tensions fortes entre Pékin et New Delhi, autour d'une frontière dont le tracé est contesté, et du souvenir d'une guerre sino-indienne humiliante pour New Delhi [voir p. 70]. Certes, on a récemment annoncé une certaine détente entre les deux pays sur ce sujet, mais un tel apaisement n'est sans doute que momentané : l'importance de l'amitié sino-pakistanaise, le renforcement des liens indo-américains dans le but de s'opposer à la Chine (22), le fait que l'Inde apparaisse comme un soutien des plans américains également en Asie du Sud-Est et en mer de Chine méridionale (23)



Photo ci-dessous :
Le 28 février 2023, le secrétaire d'État américain Antony Blinken (au centre) fait une photo de famille avec ses homologues d'Asie centrale. Lors de cette visite au Kazakhstan, il a exprimé le soutien des États-Unis aux cinq ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, où Washington espère renforcer son influence aux dépens de l'ex-puissance régionale russe et du poids croissant de la Chine. (© X/@FM_Saidov)

rendent un apaisement régional difficile à concevoir. Cela signifie, pour le Népal et le Bhoutan, être confrontés à la réalité de la nouvelle guerre froide, avec les Américains soutenant les Indiens sur place (24). Avec ici aussi, le même combat qu'ailleurs dans l'Asie oubliée : une politique refusant l'alignement strict pour préserver des liens avec tous (25).

L'Asie oubliée au cœur de la seconde guerre froide ?

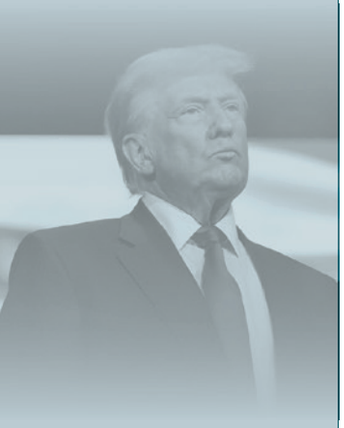
En bref, sur l'ensemble de l'Asie qu'on a tendance à négliger dans l'analyse francophone, on retrouve pourtant tout ce qu'il est nécessaire de savoir sur la seconde/nouvelle guerre froide :

- Il ne faut pas se laisser duper par l'expression utilisée ; ce n'est pas une lutte idéologique, mais une opposition classique entre la puissance dominante et un compétiteur, la Chine, éventuellement deux si on inclue la Russie.
- L'intérêt de la Chine entraine celui des États-Unis, dans une logique de jeu à somme nulle.

Les pays de cette Asie oubliée, malgré des choix et des marges de manœuvre différents, cherchent à éviter l'alignement total sur une des deux puissances, et à maximiser leurs intérêts nationaux en jouant sur la rivalité sino-américaine.







C'est dans cette « Asie oubliée » que pourrait bien se jouer le dénouement de la seconde guerre froide. Ce serait donc une erreur que de continuer à la négliger.

Didier Chaudet



Photo ci-dessus :
Le 5 juillet 2024, de retour du sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghaï qui se tenait à Astana au Kazakhstan, le président chinois Xi Jinping s'est rendu au Tadjikistan pour une visite d'État où il a rencontré le président tadjik Emomali Rahmon (ici à droite) à Douchanbé. Alors que l'Asie centrale constitue un maillon essentiel du projet chinois des nouvelles routes de la soie, le président chinois place ses pions et cherche à profiter des retombées de l'invasion de l'Ukraine par Moscou qui pousse les États de la région à s'inquiéter d'une Russie trop belliqueuse. (© Xinhua/ Liu Bin)

Notes

(1) Une phrase d'Edmund Burke [politicien et philosophe irlandais, 1729-1797] a plusieurs fois été utilisée pour expliquer l'importance de la peur dans l'influence médiatique sur les populations : « No passion so effectually robs the mind of all its powers of acting and reasoning as fear » (*On the Sublime and Beautiful*, New York, Harpers and Brothers, 1844, p. 72).

(2) Andrew Scobell, Lucy Stevenson-Yang, « China Is Not Russia. Taiwan Is Not Ukraine », *United States Institute for Peace*, 4 mars 2022.

(3) Ali Wyne, « Is This the Beginning of a New Cold War? », *Rand*, 12 décembre 2018.

(4) C'est le cas du scénario souvent évoqué du blocus de l'ile puis de son invasion. Idée à la mode au point d'inspirer une série taïwanaise, *Zero Day*. Pourtant, le cout économique et même militaire pour la Chine continentale fait que cette idée apparait surtout comme une « alliance puissante entre la marine de l'APL [chinoise], les représentants au Congrès des bases navales américaines et des entrepreneurs engagés dans les affaires maritimes, et les partisans australiens de l'AUKUS [alliance anti-chinoise entre Australie, Royaume-Uni et États-Unis] pour obtenir des budgets généreux pour leurs marines respectives ». Voir John Quiggin, « The implausibility of a Taiwan blockade », *The Interpreter* (publication du Lowy Institute, *think tank* australien), 12 septembre 2024.

(5) Autorité suprême des corps d'armée américains basés dans l'Indo-Pacifique.

(6) Et le fait que clairement, ils ne forment pas un bloc : la Chine ne sacrifiera pas ses relations avec les pays du Golfe pour l'Iran, la Russie et la Chine n'ont pas exactement les mêmes intérêts, la Chine est mise mal à l'aise par le récent rapprochement russo-nord coréen… Sur ce dernier point, voir par exemple, Patrick Wintour, « China unnerved by Russia's growing ties with North Korea, claims US official », *The Guardian*, 24 novembre 2024.

(7) William Han, « Western hawks falsely attempt to paint China as Pacific conqueror », *Nikkei Asia*, 2 septembre 2024. À noter, l'auteur de cet article est taïwanais, ne souhaite pas la réunification de l'ile avec la Chine, et publie dans un journal japonais qui n'a pas un discours particulièrement positif sur la montée en puissance da République populaire.

(8) Gabby Green, « How American Exceptionalism Gave Rise to the China Threat Theory », *The Diplomat*, 16 avril 2024.

(9) Hal Brands et Jake Sullivan, « China Has Two Paths to Global Domination », *Foreign Policy*, 20 mai 2020.

(10) Voir par exemple Richard Sakwa, *The Lost Peace. How the West Failed to Prevent a Second Cold War*, New Haven/Londres, Yale University Press, 2023, p. 54.

(11) Gilbert Achcar, *The New Cold War. The United States, Russia and China from Kosovo to Ukraine*, Londres, The Westbourne Press, 2023, p. 47-48.

(12) Dan De Luce, « After 9/11, China grew into a superpower as a distracted U.S. fixated on terrorism, experts say », *NBC News*, 17 octobre 2021.

(13) RatoPati (portail d'information népalais), « Prachanda warns Nepal at risk of becoming epicenter of new Cold War », 9 octobre 2024.

(14) Christoph Bluth, « Mongolia: squeezed between China and Russia fears 'new cold war' », *The Conversation*, 3 avril 2023.

> *« Ce qui domine la politique des puissances, c'est le rapport à la montée en puissance de la Chine, et à la prédominance américaine. Et à chaque fois, un refus, de la part des États de l'Asie oubliée, d'être des pions passifs dans la rivalité entre grandes puissances. »*

(15) Carla Freeman, Bates Gill, Alison McFarland, « China's Global Security Initiative Takes Shape in Southeast and Central Asia », *Special Report – USIP*, novembre 2024.

(16) Sebastian Strangio, « Is Southeast Asia Really Turning Toward China? » *The Diplomat*, 3 avril 2024.

(17) C'est l'approche qu'on retrouve notamment dans David Shambaugh, *Where Great Powers Meet. America & China in Southeast Asia*, New York, Oxford University Press, 2021.

(18) Hunter Marston, « The US Risks Irrelevance in Asia », *The Diplomat*, 19 octobre 2024.

(19) Pour l'instant, les Américains et leurs alliés japonais ont été incapables d'offrir une alternative aux Chinois dans ce domaine capital pour l'avenir des pays de l'ASEAN. Voir Orange Wang, « Why China's Southeast Asia belt and road push could give it edge in critical battleground », *South China Morning Post*, 28 septembre 2024.

(20) Janko Šćepanović, « The Sheriff and the Banker? Russia and China in Central Asia », *War on the Rocks*, 13 juin 2022.

(21) Svante E. Cornell, « Kazakhstan's Foreign Policy: Managing the Major Powers », *The CACI Analyst*, 8 décembre 2023.

(22) Voir Andrew Scobell, Sameer P. Lalwani. Daniel Markey, « How the India-China Border Deal Impacts Their Ties and the U.S. », *USIP*, 31 octobre 2024.

(23) Derek Grossman, « India Is Becoming a Power in Southeast Asia », *RAND*, 10 juillet 2023.

(24) Mohamed Zeeshan, « In Nepal, the US and India Come Together to Counter China », *The Diplomat*, 22 août 2024.

(25) Et cela même pour un acteur comme le Bhoutan, notamment face à l'influence indienne. Voir Shibati Mehta, « On Thin Ice: Bhutan's Diplomatic Challenge Amid the India-China Border Dispute », *Commentary – Carnegie India*, 23 avril 2024.